N° 1999-3909 - environnement, propreté, eau et assainissement - Entretien des bas-ports du domaine de l'Etat concédés à la Communauté urbaine - Approbation du dossier de consultation des entrepreneurs - Appel d'offres ouvert - Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de la propreté -

#### Le Conseil,

Vu le rapport du 31 mars 1999, par lequel monsieur le président :

### A - Expose ce qui suit :

Le marché relatif à l'entretien des bas-ports du domaine de l'Etat concédés à la Communauté urbaine arrive à expiration le 31 décembre 1999. Il est donc nécessaire de le renouveler.

Cette prestation comprend:

- le balayage et le lavage des bas-ports et des rampes d'accès,
- l'évacuation et le traitement des déchets,
- le désherbage des murs de quai,
- le signalement des anomalies constatées.

Aussi, je vous soumets un dossier de consultation des entrepreneurs concernant ces prestations.

Un appel d'offres ouvert composé d'un lot unique serait lancé en vue de l'établissement d'un marché à bons de commande, en application des articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics.

Ce marché aurait une durée ferme d'un an du 1er janvier au 31 décembre 2000 et serait reconductible tacitement et annuellement deux fois une année pour s'achever en tout état de cause le 31 décembre 2002.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a émis un avis favorable à sa passation le 5 janvier 1999 ;

#### B - Propose de délibérer comme suit;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Ouï l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement;

## **DELIBERE**

1° - Accepte le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est soumis.

# 2° - Décide que :

- a) le marché sera traité par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics,
- b) les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

2 1999-3909

- 3° Autorise monsieur le président à :
  - a) accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement,
  - b) accomplir tous les actes y afférents.
- **4° La dépense** prévisionnelle correspondante sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget de la Communauté urbaine direction de la propreté au titre des exercices comptables concernés section de fonctionnement centre budgétaire 5310 centre de gestion 5310 compte 611 211 fonction 813 ligne de gestion 011 225.

Et ont signé les membres présents, pour extrait conforme, le président, pour le président,